

OCTOBRE 2025



Si la Martinique disposait de plus de leviers de décision...

RESTITUTION DE LA MOBILISATION CITOYENNE : "LAKOU CITOYEN"



CÉSECÉM

LE CONSEIL ÉCONOMIQUE, SOCIAL,
ENVIRONNEMENTAL, DE LA CULTURE
ET DE L'ÉDUCATION DE MARTINIQUE

MOT DU PRÉSIDENT

Mesdames et Messieurs les élus, chères concitoyennes, chers concitoyens,

En tant que Président du CÉSECÉM, j'ai l'honneur de vous présenter les résultats de la mobilisation citoyenne «Lakou Citoyen». Cette démarche a permis de recueillir la parole authentique des Martiniquaises et Martiniquais sur l'avenir institutionnel de notre territoire.

Je tiens à préciser que cette restitution ne constitue pas l'avis du CÉSECÉM, qui sera officiellement saisi sur les résolutions du Congrès des élus, conformément à la législation. Notre rôle est celui d'un relais impartial au service de l'expression démocratique.

410 propositions concrètes ont émergé de cette consultation, révélant une population porteuse de solutions. Fidèle à notre engagement de transparence, nous transmettons cette synthèse aux décideurs politiques et la rendons publique, permettant à chacun de vérifier la prise en compte de sa voix.

Fidèles à l'esprit du lakou, les citoyens et concitoyennes ont parlé en toute liberté. Cette parole mérite notre attention et notre respect.

Eric Bellemare

Président du CÉSECÉM

Table des matières

1. CONTEXTE : LA MARTINIQUE FACE À SES DÉFIS STRUCTURELS	4
2. LA DÉMARCHE DU CÉSECÉM : SERVIR D'INTERFACE DÉMOCRATIQUE	4
Le CÉSECÉM au service de l'expression citoyenne.....	4
Une identité culturelle assumée pour favoriser l'appropriation	5
Une pédagogie nécessaire pour démocratiser les débats.....	5
Un dispositif territorial pensé pour l'équilibre géographique	5
3. MÉTHODE : STRUCTURER L'EXPRESSION CITOYENNE AUTOUR D'UN FIL CONDUCTEUR CLAIR	6
La question centrale comme boussole démocratique	6
Un questionnaire progressif pour structurer la réflexion	6
Des outils numériques au service de la participation démocratique.....	7
4. STRATÉGIE DE MOBILISATION : INFORMER, SENSIBILISER, RASSEMBLER	7
Une communication rythmée et pédagogique	7
Une audience significative malgré les contraintes temporelles.....	8
Une approche multicanale pour toucher tous les publics.....	8
La transparence comme engagement démocratique	8
5. PRIORITÉS THÉMATIQUES : L'AGRICULTURE ET L'ALIMENTATION EN TÊTE	9
À la question «Si la Martinique disposait de plus de leviers de décision, quel domaine devrait être prioritaire pour améliorer votre quotidien ?»... 9	
6. LEVIERS INSTITUTIONNELS : L'ADAPTATION NORMATIVE PLÉBISCITÉE	10
À la question «Si la Martinique disposait de plus de leviers de décision, quel pouvoir serait le plus important à obtenir en premier ?».....	10
7. RÉSULTATS ATTENDUS : L'EFFICACITÉ AU CŒUR DES ATTENTES	11
À la question «Si la Martinique disposait de plus de leviers de décision, quel résultat serait le plus important pour vous ?».....	11
8. PROPOSITIONS CITOYENNES : NEUF AXES D'ACTION POUR TRANSFORMER LE QUOTIDIEN MARTINICAIS	12
9. CONCLUSION : UNE PAROLE CITOYENNE STRUCTURÉE POUR ÉCLAIRER L'AVENIR TERRITORIAL	16
ANNEXE : COMPILATION DES PROPOSITIONS CITOYENNES PAR THÈME	16

1. CONTEXTE : LA MARTINIQUE FACE À SES DÉFIS STRUCTURELS

La Martinique traverse une période de questionnements profonds sur ses capacités à répondre efficacement aux attentes de ses habitants. Transport, gestion de l'eau, santé, insertion professionnelle des jeunes, insécurité croissante : autant de défis qui interrogent l'adéquation entre les outils institutionnels actuels et les besoins concrets du territoire.

Dans ce contexte, les élus martiniquais ont initié une réflexion sur l'évolution du cadre institutionnel territorial. Cette démarche explore diverses pistes : le renforcement des habilitations déjà acquises, l'acquisition de nouvelles compétences fiscales, l'adaptation des lois aux spécificités locales, ou encore le développement d'une diplomatie territoriale tournée vers l'es-

pace caribéen. L'enjeu central demeure celui de l'efficacité de l'action publique locale et de sa capacité à transformer positivement le quotidien des Martiniquaises et des Martiniquais.

Conscient de l'importance de ces enjeux pour l'avenir du territoire, le CÉSECÉM a estimé nécessaire de donner la parole à la population martiniquaise. Il s'agissait de créer un espace d'expression démocratique permettant aux habitants de formuler leurs attentes et leurs propositions, indépendamment des débats entre élus. Cette démarche citoyenne, baptisée «Lakou Citoyen», s'est développée selon sa propre logique, avec ses propres objectifs et sa propre méthode.



2. LA DÉMARCHE DU CÉSECÉM : SERVIR D'INTERFACE DÉMOCRATIQUE

Le CÉSECÉM au service de l'expression citoyenne

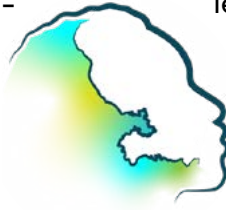
En tant qu'assemblée consultative représentant la société civile martiniquaise dans sa diversité, le CÉSECÉM a une mission d'interface entre les citoyens et leurs institutions. Face aux défis actuels de la Martinique, à la défiance d'une partie de la population envers les institutions, le CÉSECÉM se positionne comme un relais impartial, créant les conditions d'une expression citoyenne structurée et accessible.

L'objectif est de recueillir les aspirations populaires selon une méthode simple et transpa-

rente, puis de transmettre une synthèse complète de cette parole citoyenne aux décideurs politiques. Cette synthèse respecte la diversité des points de vue exprimés, sans hiérarchisation ni interprétation orientée. Dans un souci de transparence démocratique, cette synthèse sera ensuite rendue public, permettant à chaque citoyen de vérifier la prise en compte de sa voix et la fidélité des résultats présentés.

Une identité culturelle assumée pour favoriser l'appropriation

Le choix du nom «Lakou Citoyen» traduit la volonté de créer un espace familial et inclusif. Dans la culture martiniquaise traditionnelle, le «lakou» désigne cette cour commune où se rassemble la communauté pour échanger, décider ensemble et partager les nouvelles. C'est un lieu de démocratie spontanée où chaque voix compte, où les générations se rencontrent et où se construisent les solidarités de proximité.



En associant ce terme créole au mot «citoyen», le CÉSECÉM a voulu symboliser une démocratie participative enracinée dans l'identité martiniquaise. Cette identité graphique bilingue traduit visuellement une approche inclusive qui reconnaît la diversité des expressions culturelles et linguistiques du territoire. Chacun peut ainsi participer selon ses propres références, qu'il s'exprime en français ou en créole, qu'il soit familier ou non du vocabulaire institutionnel.

Une pédagogie nécessaire pour démocratiser les débats

Le CÉSECÉM a rapidement identifié la complexité des questions institutionnelles comme un frein majeur à la participation citoyenne. Pour lever cet obstacle, l'institution a développé une approche pédagogique systématique, produisant des contenus explicatifs accessibles au plus grand nombre : fiches de présentation du statut actuel de la Martinique, tableaux comparatifs avec d'autres territoires d'outre-mer, quiz interactifs sur les habilitations existantes,

glossaires pour décrypter le vocabulaire spécialisé.

Cette stratégie pédagogique visait à permettre une participation éclairée de tous les citoyens, indépendamment de leur niveau d'études ou de leur familiarité avec les questions institutionnelles. Le principe était simple : pour que la démocratie soit effective, l'information doit être accessible et compréhensible par tous.

Un dispositif territorial pensé pour l'équilibre géographique

La conception du dispositif «Lakou Citoyen» a accordé une attention particulière à l'équilibre territorial. La mobilisation s'est structurée autour de cinq espaces d'expression complémentaires : quatre rencontres physiques organisées dans quatre zones géographiques distinctes du territoire martiniquais et un débat en ligne accessible à tous.

Les quatre rencontres physiques ont été réparties selon une logique géographique équi-

librée : Saint-Pierre pour le Nord Caraïbe, Le Lamentin pour le Centre, Sainte-Luce pour le Sud, et La Trinité pour le Nord Atlantique. Cette répartition permettait de saisir les spécificités de chaque bassin de vie tout en garantissant une représentation territoriale équitable. Le débat en ligne, accessible via le site internet du CÉSECÉM, complétait ce dispositif en touchant les citoyens qui ne pouvaient se déplacer physiquement.



3. MÉTHODE : STRUCTURER L'EXPRESSION CITOYENNE AUTOUR D'UN FIL CONDUCTEUR CLAIR

La question centrale comme boussole démocratique

Toute la démarche «Lakou Citoyen» s'est organisée autour d'une question centrale volontairement ouverte : «Si la Martinique disposait de plus de leviers de décision...». Cette formulation permettait d'explorer les attentes citoyennes sans préjuger des solutions institutionnelles ni orienter les réponses vers tel ou tel modèle politique.

Cette approche méthodologique présente plusieurs avantages. Bien que structurée autour de questions à choix multiples pour faciliter l'ana-

lyse comparative, elle laisse une large place à l'expression libre à travers les échanges et la question ouverte sur les propositions concrètes. Elle permet aux citoyens d'exprimer leurs priorités selon leur propre grille de lecture tout en offrant un cadre commun de réflexion. Cette méthode maintient le débat dans une perspective constructive, orientée vers l'identification de solutions et l'amélioration du fonctionnement territorial.

Un questionnaire progressif pour structurer la réflexion

Le CÉSECÉM a conçu un questionnaire structuré selon une logique progressive allant du général au particulier. Cette méthode permet aux participants d'approfondir leur réflexion étape par étape, en partant de leurs préoccupations quotidiennes pour aller vers des propositions concrètes.

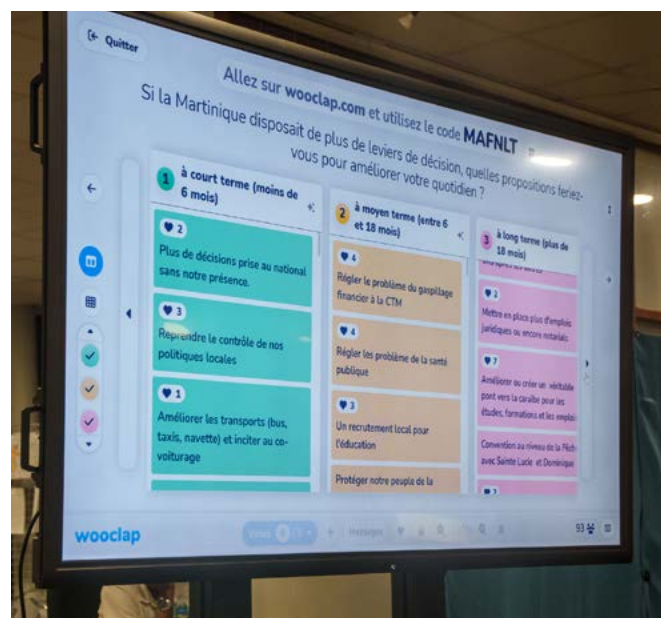
La première question portait sur les priorités thématiques : agriculture et alimentation, éducation et formation, santé et accès aux soins, transports et mobilité, emploi et économie, transition écologique, logement et foncier, culture et identité, sécurité. Cette approche permettait d'identifier les domaines jugés les plus urgents par les citoyens pour améliorer leur quotidien.

La deuxième question explorait les leviers institutionnels : adaptation des lois aux réalités locales, gestion autonome de certains services publics, création ou modulation des impôts et taxes, renforcement du pouvoir citoyen, protection du patrimoine, développement d'une diplomatie caribéenne, gestion de l'immigration et de la démographie. Cette étape permettait d'identifier les outils institutionnels jugés les plus pertinents par la population.

La troisième question portait sur les résultats attendus : services publics plus efficaces, solutions plus rapides et adaptées localement, emplois pour les jeunes, résistance aux crises, transparence et participation citoyenne, ges-

tion économe de l'argent public, protection environnementale, valorisation de l'identité culturelle. Cette question permettait de préciser les objectifs concrets que les citoyens assignent à toute évolution institutionnelle.

Enfin, une quatrième question ouverte invitait les participants à formuler leurs propres propositions d'amélioration, structurées selon trois horizons temporels : court terme, moyen terme et long terme. Cette approche permet de distinguer les mesures immédiatement applicables de celles nécessitant des transformations plus profondes.



Des outils numériques au service de la participation démocratique

Chaque rencontre physique utilisait un système de vote électronique permettant aux participants de répondre en temps réel via leur téléphone portable. Cette technologie présente plusieurs avantages démocratiques : elle garantit la participation simultanée de tous les présents, préserve l'anonymat des réponses pour éviter les pressions sociales, permet la visualisation immédiate des résultats



pour enrichir le débat, et assure la traçabilité complète des contributions.

Parallèlement, un prestataire spécialisé était chargé de capturer et retranscrire fidèlement les échanges qui suivaient chaque question. Cette double collecte, quantitative et qualitative, permet de préserver à la fois la dimension statistique des préférences exprimées et la richesse des arguments développés par les participants.

Si la Martinique disposait de plus de leviers de décision...

Lakou Citoyen
pour Moi, pour Nous, pour la Martinique

VENEZ EN PARLER DE 17H30 À 20H30

15 SEPT. CDST à Saint-Pierre	16 SEPT. IMS au Lamentin
18 SEPT. Médiathèque de Sainte-Luce	19 SEPT. Maison de la culture de Trinité

10 questions sur le congrès des élus de Martinique

[Note informative] COMPRENDRE LE STATUT INSTITUTIONNEL DE LA MARTINIQUE

Si la Martinique disposait de plus de leviers de décision...

Quiz !
Les habilitations prévues par la constitution?

Lakou Citoyen

4. STRATÉGIE DE MOBILISATION : INFORMER, SENSIBILISER, RASSEMBLER

Une communication rythmée et pédagogique

Le CÉSECÉM a déployé une stratégie de communication intensive sur trois semaines, avec une vingtaine de publications maintenant un rythme quasi quotidien. Cette cadence soutenue visait à maintenir l'attention du public et à créer une dynamique d'engagement autour de la démarche.

La stratégie éditoriale combinait différents formats pour toucher des publics variés. Les vidéos représentaient près d'un tiers des contenus, permettant d'expliquer la démarche de manière vivante et accessible. Les images gra-

phiques, également nombreuses, facilitaient le partage sur les réseaux sociaux et la mémorisation des messages clés. Les photos documentaient les temps forts de la mobilisation, tandis que les stories Instagram touchaient un public souvent plus jeune.

Cette diversité des formats répondait à un objectif pédagogique : rendre les enjeux institutionnels accessibles au plus grand nombre en variant les modes d'expression et en s'adaptant aux habitudes de consommation de l'information de chaque génération.

Une audience significative malgré les contraintes temporelles

Malgré le délai contraint de moins de trois semaines, cette stratégie de communication a généré une audience remarquable. L'ensemble des réseaux sociaux a totalisé plus de 385 000 vues avec environ 1 425 interactions. Au total, les sites internet du CÉSECÉM ont été plus de 6 000 fois en moins de trois semaines.

Ces chiffres suggèrent un intérêt significatif des Martiniquaises et des Martiniquais pour les questions d'évolution institutionnelle, particulièrement lorsque celles-ci sont présentées de manière accessible et concrète. Ils indiquent également la pertinence d'une stratégie de communication diversifiée mobilisant différents canaux pour toucher un public élargi.



Une approche multicanale pour toucher tous les publics

Conscient que tous les Martiniquais et Martiniquaises ne sont pas connectés aux réseaux sociaux, le CÉSECÉM a complété sa stratégie numérique par des canaux traditionnels.

50 panneaux routiers ont été installés sur le réseau de la Collectivité Territoriale de Martinique, garantissant une visibilité dans tous les bassins de vie du territoire. Parallèlement, 53 passages radio ont été programmés sur les deux principales stations locales.



Cette approche multicanale traduit la volonté d'inclusivité du CÉSECÉM : toucher à la fois les citoyens connectés et ceux qui privilégient les médias traditionnels, les jeunes habitués aux réseaux sociaux et les générations plus âgées fidèles à la radio, les urbains et les ruraux. L'objectif était de ne laisser personne à l'écart de cette consultation citoyenne.

La transparence comme

Dès le lancement de la démarche, le CÉSECÉM s'est publiquement engagé sur un principe de transparence. Une synthèse fidèle et complète des contributions citoyennes recueillies serait transmise au Congrès des élus, puis rendue publique. Cette garantie vise à rassurer les participants sur l'utilité réelle de leur contribution et à assurer une restitution objective des résultats.

engagement démocratique

Cette exigence de transparence s'inscrit dans la mission du CÉSECÉM comme organe indépendant au service de l'intérêt général. Elle répond également à une attente forte des citoyens martiniquais pour des consultations dont les résultats sont fidèlement restitués et pleinement pris en compte dans le processus décisionnel.

La démarche «Lakou Citoyen» a permis de recueillir 410 propositions concrètes formulées par les citoyens lors des quatre rencontres territoriales et via la plateforme en ligne, qui ont permis d'exprimer les priorités thématiques des Martiniquaises et des Martiniquais, les leviers institutionnels souhaités, les résultats attendus et les propositions citoyennes.



5. PRIORITÉS THÉMATIQUES : L'AGRICULTURE ET L'ALIMENTATION EN TÊTE

À la question «Si la Martinique disposait de plus de leviers de décision, quel domaine devrait être prioritaire pour améliorer votre quotidien ?»...

...l'agriculture et l'alimentation arrivent en tête des préoccupations citoyennes avec 22% des suffrages. Cette première place indique une préoccupation forte des citoyens pour les enjeux de souveraineté alimentaire et de développement d'une économie locale plus résiliente.

L'éducation et la formation arrivent en deuxième position avec 17% des réponses, soulignant l'importance accordée par les citoyens à la formation comme levier de transformation du territoire.

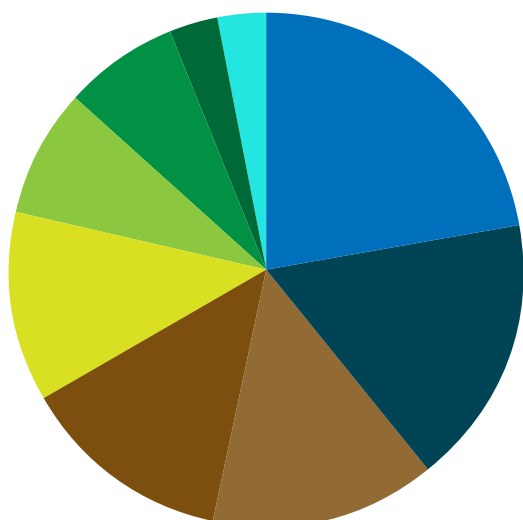
Les transports et la mobilité durable complètent ce trio de tête avec 14% des suffrages, confirmant l'importance des enjeux de mobilité dans les préoccupations quotidiennes des Martiniquais.

La santé et l'accès aux soins obtiennent 13% des réponses, suivis par l'emploi et l'économie avec 12%.

La sécurité et la lutte contre la criminalité recueillent 8% des réponses, tandis que la transition écologique et énergétique obtient 7% des suffrages.

La culture et l'identité (3%) et le logement et foncier (3%) ferment cette hiérarchisation.

Ces résultats ne reflètent pas nécessairement une moindre importance de ces thématiques, mais plutôt leur caractère moins immédiatement prioritaire aux yeux des répondants dans une perspective d'évolution institutionnelle.



(QUOI) ...quel domaine... ?

- Agriculture et alimentation : **22%**
- Éducation et formation : **17%**
- Transports et mobilité durable : **14%**
- Santé et accès aux soins : **13%**
- Emploi et économie : **12%**
- Sécurité et lutte contre la criminalité : **8%**
- Transition écologique et énergétique : **7%**
- Culture et identité : **3%**
- Logement et foncier : **3%**



6. LEVIERS INSTITUTIONNELS : L'ADAPTATION NORMATIVE PLÉBISCITÉE

À la question «Si la Martinique disposait de plus de leviers de décision, quel pouvoir serait le plus important à obtenir en premier ?»...

...l'adaptation des lois aux réalités locales recueille 41% des suffrages. Cette demande massive exprime un sentiment d'inadéquation entre le cadre normatif national et les spécificités martiniquaises.

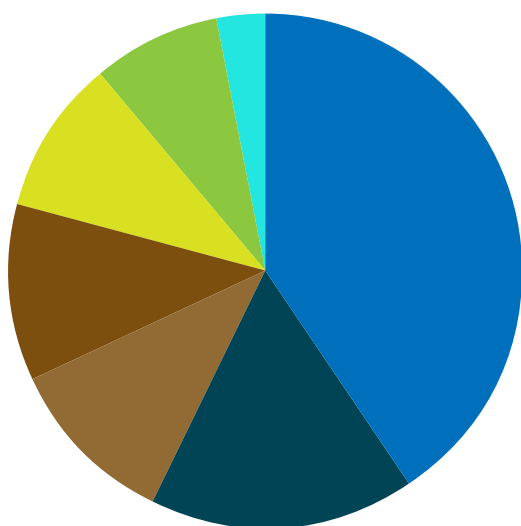
Donner plus de pouvoir aux citoyens arrive en deuxième position avec 17% des réponses, indiquant une demande croissante de participation démocratique. Cette attente révèle une évolution des mentalités citoyennes vers une conception plus participative de la gouvernance territoriale.

La création d'une diplomatie territoriale renforcée obtient 11% des suffrages, exprimant la

conscience des citoyens concernant les enjeux géopolitiques régionaux et les opportunités de coopération caribéenne.

Protéger et valoriser le patrimoine et créer et moduler les impôts et taxes obtiennent chacun 11% des réponses. Gérer l'immigration et la démographie recueille 8% des suffrages, tandis que gérer directement les services publics n'obtient que 3% des réponses.

Cette hiérarchisation montre une approche des citoyens qui privilégie l'adaptation du cadre normatif et le renforcement démocratique aux transferts de compétences administratives.



(COMMENT) ...quel pouvoir... ?

- Adapter nos lois aux réalités locales : **41%**
- Donner plus de pouvoir aux citoyens : **17%**
- Créer une diplomatie territoriale renforcée : **11%**
- Protéger et valoriser notre patrimoine : **11%**
- Créer et moduler nos impôts et taxes : **10%**
- Gérer l'immigration et notre démographie : **8%**
- Gérer nous-mêmes les services publics : **3%**



7. RÉSULTATS ATTENDUS : L'EFFICACITÉ AU CŒUR DES ATTENTES

À la question «Si la Martinique disposait de plus de leviers de décision, quel résultat serait le plus important pour vous ?»...

...des services publics plus efficaces arrivent en tête avec 35% des suffrages.

Des solutions plus rapides et adaptées aux besoins locaux arrivent en deuxième position avec 18% des réponses, complétant cette demande d'amélioration du fonctionnement public par une exigence d'adaptation territoriale.

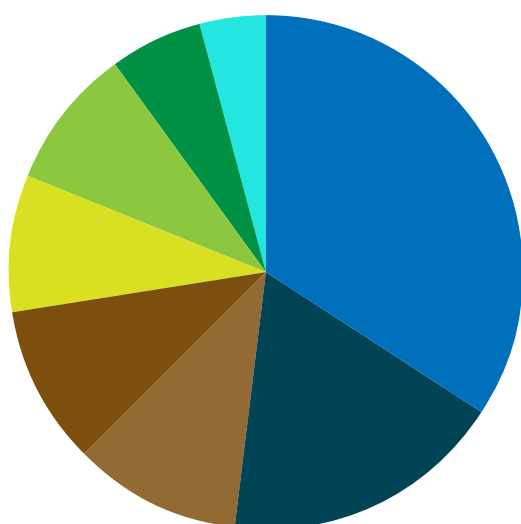
Plus d'emplois et d'opportunités pour les jeunes martiniquaises et martiniquais obtiennent 11% des suffrages, positionnant l'insertion professionnelle de la jeunesse parmi les préoccupations majeures.

Une meilleure protection de l'environnement et des ressources naturelles recueille 10% des réponses, tandis qu'une gestion plus économe et

transparente de l'argent public obtient 9% des suffrages. Plus de transparence et de participation citoyenne dans les décisions et une meilleure valorisation de l'identité et culture martiniquaise obtiennent chacune 9% des réponses.

Plus de résistance aux crises ferme cette hiérarchisation avec 4% des suffrages.

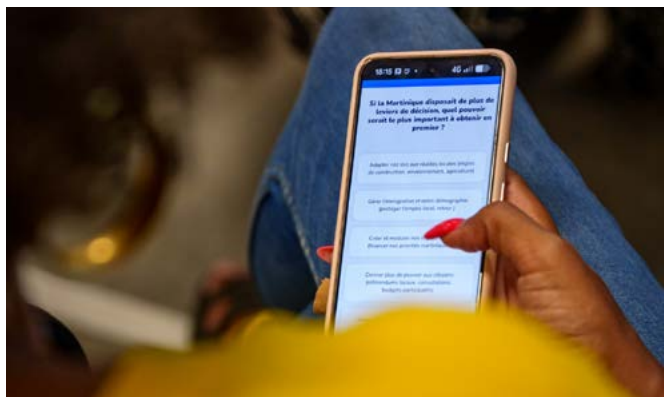
Ces résultats témoignent d'une attente prioritaire d'amélioration concrète du fonctionnement public, complétée par des préoccupations diversifiées touchant l'emploi, l'environnement et la gouvernance.



(POURQUOI) ...quel résultat... ?

- Des services publics plus efficaces : **35%**
- Des solutions plus rapides et adaptées à nos besoins locaux : **18%**
- Plus d'emplois et d'opportunités pour les jeunes martiniquais : **11%**
- Une meilleure protection de notre environnement et de nos ressources naturelles : **10%**
- Une gestion plus économe et transparente de l'argent public : **9%**
- Plus de transparence et de participation des citoyens dans les décisions : **9%**
- Une meilleure valorisation de notre identité et culture martiniquaise : **6%**
- Plus de résistance aux crises : **4%**

8. PROPOSITIONS CITOYENNES : NEUF AXES D'ACTION POUR TRANSFORMER LE QUOTIDIEN MARTINICAIS



L'analyse des 410 propositions citoyennes recueillies lors des quatre rencontres territoriales et via la plateforme en ligne a permis d'identifier neuf thématiques principales :

1. Économie
2. Vivre ensemble
3. Education / Formation
4. Institutions et services publics
5. Agriculture
6. Relations internationales
7. Développement durable
8. Santé
9. Logement

Economie :

Concernant l'économie martiniquaise, si la Martinique dispose de plus de leviers de décision, les participants souhaitent qu'ils soient mis en œuvre pour :

- augmenter le pouvoir de vivre,
- favoriser l'emploi local,
- réviser la fiscalité pour plus de justice sociale
- Développer un tourisme rémunérateur et respectueux de l'environnement et de la culture martiniquaise.



Vivre ensemble :

Ensuite, les leviers de décisions supplémentaires devraient être exploités au service de l'amélioration qualitative du vivre ensemble martiniquais.

Il s'agirait

- d'embellir et enrichir le cadre de vie, (nettoyer et embellir les routes, réhabiliter les centres-bourgs, créer des places et jardins publics supplémentaires)
- de restaurer solidarité, respect et convivialité dans la communauté Martiniquaise
- de repenser les relations entre la communauté béké et les autres composantes de la société martiniquaise
- de renforcer la sécurité dans les quartiers et aux frontières de l'île (lutte contre le narcotrafic et la violence associée),

Education / Formation : intégrer dès le plus jeune âge la culture et les valeurs martiniquaise dans l'enseignement pour maintenir et faire revenir nos jeunes au pays

En matière de d'éducation et de formation les leviers de décisions supplémentaires devraient servir à intégrer dès le plus jeune âge la culture et les valeurs martiniquaises dans l'enseignement.



Par ailleurs, la formation professionnelle, grâce à ces nouveaux leviers de décision, devrait répondre aux besoins du territoire et à son intégration dans le bassin caribéen.

Enfin, il s'agirait de mettre à profit ces nouveaux leviers de décisions au profit du renforcement de la formation à la parentalité, au maintien et au retour des jeunes sur le territoire.



Institutions et services publics : oui à plus de leviers de décision domiciliés sous conditions ...

Les participants ont été particulièrement prolifiques au sujet des institutions et des services publics. L'expression des participants montre qu'il pourrait être utile de disposer de nouveaux leviers de décision pour, à titre d'exemple et sans être exhaustif :

- Installer une instance de contrôle des prix,
- Restreindre l'acquisition de foncier aux personnes ayant des attaches avec la Martinique,
- Mettre en place des dispositifs législatifs expérimentaux mieux adaptés à la réalité insulaire,
- Créer une police de l'environnement et de l'urbanisme doté de pouvoir de sensibilisation mais également coercitifs,
- Récupérer tous les pouvoirs régaliens,
- Abroger les prescriptions trentenaires,
- Prendre la main sur la fiscalité (TVA et Impôt sur le Revenu).

A condition ...

Cependant, les participants énoncent des conditions :

1. ... Que les élus fassent la preuve qu'ils sont en mesure d'utiliser correctement les compétences dont ils disposent déjà avant d'en réclamer d'autres ...

Gestion de l'eau, des déchets, des transports, et des compétences partagées avec l'Etat (culture, éducation, ...) à améliorer drastiquement

2. ... Que le fonctionnement des institutions politiques et des services publics soit optimisé pour tendre vers l'efficacité...

Plus précisément, il s'agit, selon les participants, de

- Réduire les délais de traitement et de réponse,
- Mettre en place une évaluation des politiques publiques efficace,
- Changer les élus,
- De prévoir un bilan de compétences des élus en charge des dossiers actuels
- D'instituer un contrôle budgétaire plus strict pour réduire le gaspillage,

3. ... Autre condition : Que les autorités compétentes répondent correctement aux attentes des Martiniquaises et Martiniquais en matière de transport ...

C'est-à-dire, prévoir et réaliser

- L'interconnexion entre les transports terrestres et maritimes,
- La généralisation des pistes cyclables et des trottoirs,
- La mise en œuvre d'un service minimum garanti à mettre en place pour atténuer les dysfonctionnements générés par les grèves récurrentes,
- Un planning de rotations fréquentes et continues ;
- L'extension du TCSP sur l'ensemble du territoire.



Sans oublier de :

4. ... Gérer correctement l'eau et l'assainissement ...

5. ... Et enfin dernière condition : pratiquer plus de transparence et plus de participation citoyenne...

- En installant des organes citoyens de contrôles de l'action publique,
- En créant des outils de consultation et de décision citoyen,
- En mettant en place une véritable architecture de démocratie participative (budgets verts, consultation citoyenne par exemple)
- En lançant une vaste consultation populaire sectorielle afin d'établir un projet partagé pour la Martinique de demain.



Agriculture : diversifier, réparer, protéger, rapprocher

Pour l'agriculture, si la Martinique dispose de plus de leviers de décision, les participants espèrent :

- Protéger nos terres agricoles,
- Développer les circuits courts,
- Encadrer, voire abandonner les monocultures,
- Remettre les sols en état,
- Faciliter l'accès au foncier aux jeunes agriculteurs,
- Augmenter la production locale afin de réduire significativement l'importation de produits alimentaires,



Relations internationales : caribbean nou yé !

En ce qui concerne les relations internationales, pour les participants, si la Martinique disposait de plus de leviers de décision, il faudrait installer ou renforcer :

- une coopération caribéenne pour un développement soutenable & équitable,
- un véritable pont vers la caraïbe pour les études, les formations et les emplois,
- Une convention-Pêche avec Sainte Lucie et la Dominique,
- l'accès aérien vers les Caraïbes et l'Amérique (du sud et du nord),
- Une gel de toutes les demandes de titres de séjour jusqu'à nouvel ordre, et
- Une stratégie de présence visible dans les institutions caribéennes.

Développement durable : Valoriser et prendre soin du vivant

Avec plus de leviers de décision, en matière de développement durable, il s'agirait :

De promouvoir et de soutenir le recours aux énergies renouvelables, c'est-à-dire

...

- Généraliser l'accès aux énergies renouvelables,
- Ecrire un projet sur la tradition énergétique qui permet aux martiniquais de ne plus avoir de problème d'eau ni d'électricité,
- Permettre aux Martiniquaises et Martiniquais de bénéficier de toutes les primes afin de baisser les prix des stations individuelles solaire de production,
- Généraliser les aides pour les énergies renouvelables et la réhabilitation de l'habitat pour tous,
- Développer les énergies renouvelables Offshore,

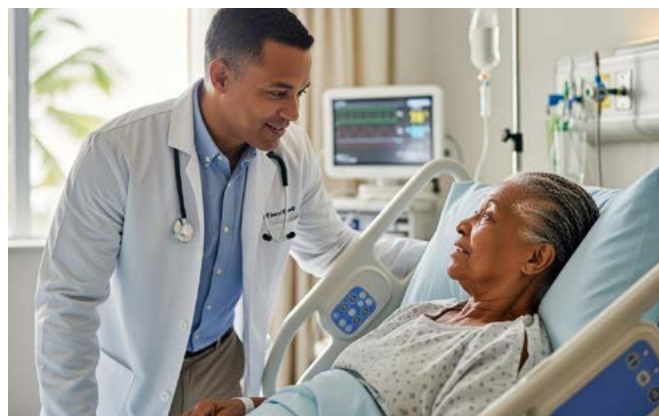
De mettre en œuvre une politique de gestion des déchets ambitieuse.

Il s'agirait plus précisément de :

- Se questionner sur la question du traitement des déchets et sensibiliser les consommateurs au zéro déchet,
- Prendre réellement des dispositions pour une gestion efficiente et efficace des déchets,
- Lancer une étude sur une usine de tri automatisé et de revalorisation des déchets,
- Proposer des ateliers de réparation dans chaque commune, lutter contre l'obsolescence programmée,
- Interdire le plastique à usage unique et les plastiques de mauvaise qualité et tout ce qui pourrait contribuer à aggraver la crise des déchets déjà alarmante,

Les nouveaux leviers de décision pourraient aussi être utilisés pour

- (Pratiquer une politique de Zéro artificialisation des sols pour protéger nos environnements et améliorer notre résilience aux phénomènes climatiques (inondation, submersion...)
- établir des programmes de protection des eaux permettant la réhabilitation et la régénération des systèmes de rivières et l'espace côtier (0 pesticides, engrais chimique, herbicide,
- enforester l'île : planter des arbres massivement, pour éviter l'érosion, valoriser les terres polluées, rafraîchir la ville, augmenter la résilience face aux catastrophes naturelles,
- Décider de rendre obligatoire les citernes pour les maisons individuelles.



Santé : plus de praticiens, plus proches

Dans le domaine de la santé, pour les participants, si la Martinique disposait de plus de leviers de décision, il serait utile :

- De s'attaquer au domaine de la santé (Renover les CHUM, inciter nos étudiants en médecine à rester exercer au pays),
- D'encourager l'installation de praticiens spécialistes sur tout le territoire.

Logement : continuer à réduire l'impact de l'indivision

Dernier domaine ayant suscité l'expression des participants : le logement. Pour les participants, si la Martinique disposait de plus de leviers de décision, il conviendrait :

- D'agir de manière concrète sur l'indivision et d'en sortir pour loger plus de personnes,
- De faciliter l'accès aux logements pour les jeunes actifs,
- D'Améliorer l'habitat en Martinique en obligeant les familles à régler les problèmes d'indivision et en remettant les maisons sur le marché locatif et de la vente après un délai à fixer.



9. CONCLUSION : UNE PAROLE CITOYENNE STRUCTURÉE POUR ÉCLAIRER L'AVENIR TERRITORIAL

La consultation «Lakou Citoyen» a permis de recueillir 410 propositions citoyennes autour des enjeux d'évolution institutionnelle de la Martinique.

L'analyse révèle une hiérarchisation des priorités : agriculture et alimentation (22%), éducation et formation (17%), transports et mobilité (14%). Les citoyens privilégient l'adaptation du cadre normatif aux réalités locales (41%) et placent l'efficacité des services publics au cœur de leurs attentes (35%).

Les propositions s'organisent autour de neuf thématiques principales - économie, vivre ensemble, éducation/formation, institutions et services publics, agriculture, relations internationales, développement durable, santé et logement.

Un enseignement majeur émerge : les citoyens conditionnent l'acquisition de nouveaux leviers de décision à l'amélioration préalable de la gestion des compétences existantes (transports, eau, déchets). Cette exigence de redevabilité s'accompagne d'une demande forte de transparence et de participation démocratique.



ANNEXE : COMPILATION DES PROPOSITIONS CITOYENNES PAR THÈME

Note de méthode

- **Source** : agrégation des propositions issues des 4 rencontres en présentiel + question en ligne.
- **Traitement** : dé-doublonnage, fusion des propositions similaires, scission des propositions multi-thèmes et classement par thèmes. Les thèmes ci-dessous sont ordonnés du plus récurrent au moins récurrent dans l'ensemble des propositions. Les horizons temporels (court/moyen/long) sont intégrés quand explicités.

1. Transport et mobilité

- **Gouvernance et réseau** : gestion intégrée des transports terrestres et maritimes ; re-fonte complète (bus, navettes maritimes, navettes interzones industrielles, dessertes rurales) ; service public efficace avec service minimum garanti ; ouverture à la concurrence ; plan Marshall transports ; validation des grands projets par référendum.
- **Infrastructures et extensions** : prolongement du TCSP vers Sud et Nord ; amélioration des réseaux routiers (viaduc Mangots-Vulcin, nouvel axe Nord-Sud, routes transversales, aménagements de ronds-points, pistes cyclables, réfection des trottoirs PMR) ; liaison Prêcheur-Grand'Rivière (tunnel/route littorale).
- **Transport maritime** : développement navettes maritimes (centre et nord) ; connexion mer-terre ; police côtière ; ligne Étang Z'Abricot-Pointe Simon ; réseau inter-îles bas coût.
- **Opérations et information** : application de suivi temps réel bus/taxis-collectifs ; info-voyageur modernisée ; exploitation par professionnels compétents ; petits bus capillaires.
- **Tarification et accès** : Pass Navigo martiniquais ; continuité territoriale (tarifs résidents, prix comme en Corse) ; facilitation vélos/motos électriques ; bornes de recharge demi-tarif.
- **Sécurité routière et mobilités douces** : voies piétonnes (GR), pistes cyclables sécurisées ; campagnes de civisme routier.
- **Équipements urbains** : panneaux d'information touristique remis à niveau.

2. Eau, assainissement, déchets et environnement

- **Eau et assainissement** : réparation/sécurisation du réseau (réduction des fuites, accès stable pour tous) ; gestion unique de l'eau ; réservoirs d'eau obligatoires pour maisons individuelles ; récupérateurs d'eau de pluie (aides) ; distributeurs d'eau potable (plates/gazeuses) gratuits dans l'espace public ; améliorer l'ANC.
- **Déchets** : réorganisation (traitement, tri, valorisation) ; étude d'une usine de tri automatisé ; filières recyclage/upcycling/réparation ; lutte contre l'obsolescence programmée ; réduction des plastiques (interdiction usage unique et basse qualité) ; grande campagne "zéro déchet".
- **Protection de l'environnement** : police de l'environnement/urbanisme ; zéro artificialisation ; protection des côtes ; interdiction d'intrants polluants (pesticides/herbicides) ; protection des eaux (rivières, littoral, zéro pesticides/engrais chimiques) ; enforestation massive (anti-érosion, îlots de fraîcheur, valorisation sols pollués) ; gestion/valorisation sargasses.
- **Culture du risque et résilience** : éducation continue aux risques majeurs ; communication prévention risques environnementaux ; aménagements de résilience climatique.
- **Propreté et cadre de vie** : nettoyage GBA et marquages ; fleurissement des axes ; entretien régulier des voies.

3. Économie, emploi et développement productif

- **Diversification et relocalisation** : production locale (agro-transformation, coco, bambou, sargasse) ; souveraineté alimentaire ; baisse des importations ; filières avec débouchés caribéens ; produits locaux en cantines ; fin/encadrement des monocultures.
- **Entrepreneuriat et PME** : simplification des démarches ; réduction des taxes locales ; aides ciblées PME ; centres d'innovation/numérique ; emplois dans le numérique et les ENR ; écosystème start-up ; ouverture à la concurrence commerciale ; valorisation des productions immatérielles (services, logiciels, audiovisuel).

- **Grande distribution et concurrence** : coopératives populaires pour casser les monopoles ; régulation des marges ; marché central unique pour la distribution locale sans octroi de mer.
- **Investissements/infrastructures** : modernisation portuaire (réduire coûts logistiques) ; internet haut débit partout ; zones d'activités connectées ; économie bleue.
- **Commerce extérieur/intégration régionale** : ouvrir le commerce avec les îles voisines ; continuité territoriale du fret ; stratégie d'export régionale (produits transformés).
- **Marché du travail** : préférence locale (à compétences égales) ; faciliter le retour des diplômés ; alternance dans secteurs en tension ; clauses de priorisation pour recrutements publics.
- **Tourisme** : tourisme durable ; signalétique/panneaux ; repeindre centres-bourgs ; patrimoine/style créole ; nautisme ; limiter bétonisation ; diversifier les offres (espaces verts fleuris).
- **ESS et coopération** : ESS comme moteur ; pérenniser le tissu associatif ; financement prioritaire ESS.

4. Gouvernance publique, démocratie et transparence

- **Démocratie participative** : référendums locaux ; consultations sectorielles ; budgets participatifs (incl. budgets verts) ; outil numérique de consultation/décision ; groupes référents (femmes, jeunes, aînés, syndicats, entreprises) ; questionnaires aux Martiniquais de l'Hexagone ; démocratie participative dans les communes.
- **Évaluation et reddition de comptes** : évaluations indépendantes ; mesure d'efficacité ; bilans semestriels ; conférences de presse ; transparence financière (contrats eau/transport, budgets CTM) ; organes de contrôle (action publique, prix, dépenses) ; contrôle de légalité/anticorruption ; audits réguliers ; transparence carcérale.
- **Réformes institutionnelles** : limiter cumul/ nombre de mandats ; possibilité de censure de l'exécutif ; dispositifs expérimentaux adaptés à l'insularité ; clarifier le statut de la Martinique ; pas de transferts de compétences sans financement ; retour au département (avis exprimé).
- **Fonction publique et services** : améliorer accueil/délais/efficacité ; objectifs chiffrés ; recrutement de techniciens compétents ; communication continue ; service public de qualité (accessibilité).
- **Encadrement du droit de grève** : service minimum garanti ; fin du paiement de jours de grève ou grèves pour se faire payer.
- **Éthique et civisme** : grande campagne de civisme ; promotion de l'entraide/solidarité ; responsabilisation politique ("intérêt général").
- **Vie chère et régulation** : instance de régulation des prix ; taxation différenciée des monopoles/oligopoles ; renforcement concurrence ; révision de l'octroi de mer (modulation/suppressions ciblées ou TVA locale) ; coopération avec RPPRAC ; contrôle des marges-arrière ; lutte contre les rentes.
- **Coopération régionale et internationale** : présence active dans les institutions caribéennes ; accords économiques et de mobilité ; réseau caribéen (recherche agronomique, échanges interculturels) ; négociations directes ; meilleur accès Interreg/FEDER ; hypothèse liaison RD-Trinité (idée discutée).
- **Anti-gaspillage/corruption** : contrôle strict dépenses ; fin du gaspillage financier ; renégocier/clarifier contrats (eau, transport).
- **Communication/médiation** : bilans de fin de mandat ; médiation sociale dans quartiers.

5. Éducation, jeunesse, culture et langue

- **Système éducatif** : refonte/modernisation ; renforcer formation pro/technique ; alternance accrue (notariat, avocat, immobilier, BTP...) ; GRETA/CFA BTP ; filières post-bac (santé, médico-social, économie bleue, numérique, ENR).
- **Programmes et contenus** : histoire de la Martinique et des Caraïbes ; créole et anglais dès la maternelle (objectif trilingue FR/CR/EN) ; agriculture/jardinage (jaden kréyol) ; intégration de la culture populaire ; Silicon Valley de l'éducation ; citoyenneté martiniquaise et entrepreneuriat dès le primaire.
- **Gouvernance pédagogique** : indépendance/expérimentation pédagogique (établissements volontaires) ; adapter les formations au marché local ; élargir l'offre pour réduire l'exil.
- **Jeunesse et inclusion** : politique jeunesse multisectorielle ; emplois/alternances en collectivités ; clauses de retour boursiers (bonus/malus si retour 3–5 ans) ; fonds d'innovation, incubateurs.
- **Culture/identité/langue** : projets culturels ; valorisation de la culture martiniquaise (médias/écoles/espaces publics) ; officialisation du martiniquais (proposition) ; tiers-lieux.
- **Bien-être à l'école** : dispositifs centrés sur le bien-être ; repérage et accompagnement des élèves/familles ; internats pour lycées des métiers.

6. Santé publique et médico-social

- **Accès et offre** : centres médicaux de proximité ; désenclaver le Sud ; réduire délais (dentistes, ophtalmo, etc.) ; plan Marshall santé ; rénovation CHU/CHUM ; services publics de santé plus efficaces et proches.
- **Gouvernance** : Centre martiniquais de santé publique (veille, prévention, coordination des parcours) ; renforcement du FIR ; stabilité du système ; remplacer les retraités ; valoriser étudiants de santé locaux.
- **Coopérations/RH** : coopération caribéenne (Cuba...) ; grande université de médecine et de recherche caribéenne.
- **Prévention/parentalité** : éducation à la parentalité ; services dédiés parents solos (garderie, transport, groupes de parole) ; protection des familles monoparentales.
- **Seniors** : filière médicale 3e âge ; résidences de retraite accessibles et de qualité ; filières post-bac médico-sociales.
- **Santé-environnement** : protection des eaux ; lutte pesticides ; enforestation ; prise en compte chlordécone/bioremediation.
- **Pharmacopée** : reconnaissance/développement de la pharmacopée locale et caribéenne.

7. Agriculture, foncier et alimentation

- **Souveraineté alimentaire** : réforme agraire ; protection des terres ; remise en culture des terres SAFER et chlordéconées (vergers, hors-sol, élevage) ; circuits courts/marchés antillais ; soutien aux petits agriculteurs ; accès foncier pour jeunes ; quotas cantines locales.
- **Normes et intrants** : adapter les normes (ne pas calquer les normes UE) ; interdire intrants polluants ; former à l'agriculture/jardinage ; réhabiliter les sols.
- **Gouvernance foncière** : lutter contre l'in-
- division (délais et mécanismes de sortie) ; remettre les biens sur le marché ; interdire l'achat foncier par non-Martiniquais (proposition) ; réforme fiscale foncière ; abroger prescriptions centenaires.
- **Prix et circuits** : marché central unique ; favoriser la consommation locale ; aides à la vente de proximité.
- **Diversification** : réduire l'export de bananes à perte au profit du vivrier ; développer l'agro-transformation ; nouvelles filières (coco, bambou, sargasse).

8. Finances publiques et fiscalité

- **Réformes** : fiscalité locale adaptée ; impôt sur le patrimoine pour financer les priorités ; TVA locale alternative à l'octroi de mer (option) ; modulation de l'octroi (exonération intrants, + sur produits de luxe) ; participation universelle à l'IR ; lutte contre évasion/optimisation.
- **Gestion** : arrêter le gaspillage financier ; audits réguliers ; transparence des contrats ; meilleure mobilisation FEDER/Interreg ; créer un fonds indépendant pour projets jeunesse ("mété lajan nou ansanm").
- **Soutiens ciblés** : aides aux ENR et à la réhabilitation de l'habitat ; aides agricoles ; accompagnement PME ; facilités de paiement des cotisations sociales.

9. Logement, aménagement et cadre de vie

- **Logement et habitat** : recenser maisons abandonnées ; réhabiliter et louer à loyers modérés (priorité jeunes de retour) ; améliorer l'habitat via sortie d'indivision ; faciliter l'accès au logement des jeunes actifs ; résidences de retraite abordables.
- **Urbanisme/cadre de vie** : limiter la bétonisation ; style architectural créole ; entretien/réparation des routes ; trottoirs PMR ; fleurissement et verdissement ; espaces verts et lieux de convivialité.
- **Eau dans la ville** : distributeurs d'eau potable ; citernes et récupérateurs d'eau ; gestion intégrée des pluvielles.
- **Accessibilité** : voies piétonnes (GR), mobilités douces ; sécurisation des parcours.

10. Justice, sécurité et cohésion sociale

- **Sécurité publique** : prévention/médiation dans les quartiers ; lutte contre narcotrafic (police côtière, surveillance de la mer, contrôle armes) ; exiger la surveillance de l'État sur la mer (trafics humains/drogues/armes/pêche illégale).
- **Justice/équité** : organes de contrôle des prix ; transparence carcérale ; renforcer les effectifs des tribunaux et réduire les délais.
- **Cohésion sociale** : jardins participatifs, radios participatives, groupes de parole ; soutien au tissu associatif ; accompagnement psychologique à bas prix pour jeunes.
- **Sanctions et TIG** : travaux d'intérêt général ; service militaire.
- **Titres de séjour** : verrouillage des titres de séjour ; justice "réparatrice" ciblant une communauté ; expulsions d'"indésirables" (mentionnées telles quelles).

11. Relations extérieures, intégration caribéenne et continuité territoriale

- **Marchés et mobilité** : ouverture au marché caribéen ; continuité territoriale (passagers et fret) ; accès aérien vers Caraïbes et Amériques (moindre coût).
- **Enseignement supérieur régional** : ponts études/emplois/formation ; coopérations/fusions universitaires caribéennes ; grande université de médecine caribéenne.
- **Coopérations thématiques** : agriculture, énergie, santé, recherche ; réseaux de transports inter-îles ; accords économiques équitables ; meilleure capacité d'accès Interreg/FEDER.

12. Énergie et transition écologique

- **ENR et autoconsommation** : solaire (aides, baisse coûts d'installation), éolien, biomasse ; centrales PV/éoliennes pour particuliers ; stockage ; géothermie ; stations solaires individuelles ; "tradition énergétique" locale.
- **Efficacité/sobriété** : rénovation énergétique des bâtiments publics (écoles) ; sobriété heureuse ; sensibilisation climat/résilience.
- **Réseaux et coûts** : modernisation des réseaux ; réduction de la dépendance énergétique par ENR locales ; pistes de coopération énergétique caribéenne (idées controversées comme pipeline).

13. Numérique, innovation et données

- **Infrastructures** : internet haut débit universel ; Wi-Fi public gratuit à l'échelle de l'île.
- **Innovation** : centre dédié aux nouvelles technologies ; fonds d'innovation territoriale ; industries créatives (images/vidéos/animations).
- **Services publics numériques** : application de suivi des transports ; info-voyageur ; open data pour transparence/évaluation.
- **Compétences** : formations numériques (post-bac et pro) ; emplois locaux dans le numérique.

14. Culture, identité, langue et patrimoine

- **Langues et contenus** : créole et anglais intégrés tôt ; histoire martinicaise et caribéenne prioritaire ; proposition d'officialiser le martiniquais.
- **Patrimoine/paysage** : repeindre centres-bourgs ; style créole ; panneaux touristiques mis à niveau ; protection et mise en valeur des paysages/bourgs.
- **Médiation culturelle** : culture dans médias/espaces publics ; tiers-lieux culturels.

15. Sports, vie associative et jeunesse

- **Politique sportive et culturelle** : stratégie à long terme ; équipements ; accès pour tous ; rayonnement.
- **Vie associative** : pérenniser les subventions ; accompagner les initiatives locales ; radios/jardins participatifs.
- **Jeunesse : alternances/stages** ; emplois publics dédiés ; orientation vers besoins locaux ; congrès/rencontres par âge.

16. Marché du travail, formation et insertion

- **Formation initiale/continue** : montée en puissance de la formation pro (BTP, santé, mer, ENR, numérique) ; refonte de la formation pro ; orientation vers secteurs en tension ; coopération France Travail/missions locales.
- **Emploi local** : préférence locale à compétences égales ; dispositifs de retour des étudiants ; alternance dans les collectivités ; lutte contre le népotisme.
- **Inclusion** : filière d'aides aux seniors ; services pour parents solos ; prise en charge locale des publics vulnérables adaptée aux réalités du territoire.

17. Justice sociale, prix et pouvoir d'achat

- **Vie chère** : objectif d'égalité réelle des prix avec l'Hexagone ; contrôle des marges ; taxation des produits de luxe ; renforcement de la concurrence ; coopératives populaires ; réduction des coûts logistiques (ports/transports).
- **Revenus/transferts** : fiscalité plus juste ; aides ciblées (énergie, alimentation) ; facilitation de la transmission patrimoniale (droits réduits selon situations).
- **Marchés de proximité** : marchés de quartier ; aides à la vente de proximité ; possibilité de vente de productions domestiques sans inscription RCS (proposition).

18. Sécurité alimentaire, normes et recherche

- **Production/transformation** : autonomie alimentaire ; agro-transformation locale ; cantines locales ; circuits courts.
- **Recherche/innovation** : recherches agro-nomiques caribéennes ; pharmacopée locale ; gestion des sols pollués ; expérimentations écosociales/sobriété.
- **Normes/politiques** : adapter les normes nationales/européennes au contexte local ; décisions locales adaptées ; politiques publiques fondées sur l'évaluation.

19. Propositions institutionnelles fortes ou clivantes

- Déclaration d'indépendance.
- Récupération de pouvoirs régaliens.
- Justice "réparatrice" ciblant des communautés ; saisies/expropriations.
- Interdiction d'achat foncier par non-Martiniquais.
- Verrouillage des titres de séjour ; expulsions d'"indésirables".



Retrouvez l'ensemble des publications de Lakou Citoyen en scannant le QR code ci-contre :





CÉSECÉM



LE CONSEIL ÉCONOMIQUE, SOCIAL,
ENVIRONNEMENTAL, DE LA CULTURE
ET DE L'ÉDUCATION DE MARTINIQUE